

CHAPITRE V

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Le Gabon a réalisé globalement des progrès incontestables dans le domaine de la situation alimentaire, ces trois dernières décennies comme en témoigne notamment l'évolution des disponibilités alimentaires par habitant (cf. tableau 19). Mais la sous-alimentation et la malnutrition touche un nombre de plus en plus élevé de la population gabonaise.

A. Les disponibilités alimentaires

Le modèle de consommation alimentaire des Gabonais est dominé par les amylacés auxquels s'ajoutent des aliments d'origine animale, des matières grasses et des fibres végétales. Les amylacés comprennent le manioc, le taro, l'igname et la patate douce. Selon les régions, les aliments d'origine animale sont à dominance de poisson (région côtière et Moyen Ogooué) ou de viande (Plateau central) ou des deux à la fois (Plateaux de l'Ivindo et zones riveraines de l'Ogooué). Les matières grasses de cuisson sont essentiellement d'origine végétale (huile de palme, huile d'arachide). Les fibres végétales sont constituées de feuille de manioc et de légumes. Quant aux légumineuses, elles sont surtout composées d'arachide et de haricot. La consommation des autres denrées est très marginale.

De 1961-64 à 1994-97, les disponibilités alimentaires par personne et par jour exprimées en énergie (DEA) sont passées de 1 964,96 à 2 507,8 kcal. pour les calories, de 52,97 à 74,1 grammes pour les protéines et de 25,39 à 51,1 grammes pour les lipides¹. Compte tenu des inégalités de distribution entre les différentes zones du pays et entre les groupes sociaux économiques, on admet une marge d'erreur de 25 %. Dans ces conditions, le taux de couverture des besoins se situe ainsi entre 75 % et 100 % selon les catégories de population. Les efforts pour assurer la sécurité alimentaire ont privilégié les aspects liés à la production vivrière.

¹ FAOSTAT (WAICENT), Bilan alimentaire, mise à jour au 1^{er} juin 2000.

Tableau 16 : Disponibilités énergétiques alimentaires par habitant : 1994-97

Produits	Disponibilité par personne (en kg)	Calorie par personne/jour	Protéine par personne/jour	Lipides par personne/jour
Total général		2 507,8	74,1	51,1
Produits végétaux		2 153,1	35,5	32,8
Céréales (bière exclue)	87,6	730,9	17,9	2,7
Racines Amylacées	173,2	458,5	5,5	0,7
Culture de sucre	4,4	3,3	0,0	0,0
Sucre et édulcorants	15,2	148,5		
Légumineuses	0,2	1,8	0,1	0,0
Fruits secs	0,1	1,2	0,0	0,0
Plantes oléifères	8,8	131,4	5,6	10,7
Huiles végétales	6,3	152,0	0,0	17,2
Légumes	40,4	27,3	1,5	0,2
Fruits (vin exclu)	170,5	390,8	3,6	1,0
Stimulants	0,6	2,5	0,1	0,2
Epices	0,0	0,3	0,0	0,0
Boissons alcoolisées	67,1	93,8	0,8	
Produits divers		11,0	0,4	0,1
Produits animaux		354,8	38,6	18,4
Viande	52,5	192,5	21,5	11,2
Abats	3,2	9,7	1,6	0,3
Graisses animales	0,8	15,1	0,0	1,7
Lait (beurre exclu)	23,7	50,4	2,1	2,0
Œufs	1,3	4,5	0,4	0,3
Poisson, fruits de mer	48,3	82,5	13,0	2,9

Source: FAOSTAT (WAICENT), Bilan alimentaire, mise à jour 1^{er} juin 2000.

Le Gabon n'enregistre pratiquement plus de famine. Cependant, localement des difficultés d'approvisionnement peuvent intervenir ponctuellement soit en raison d'une concentration de population importante sur une petite partie du territoire national soit en raison du manque de fiabilité des circuits de commercialisation. Une amélioration des structures de stockage, de la commercialisation et de la transformation pourrait permettre à l'agriculture vivrière de jouer

un rôle plus important dans l'approvisionnement des principaux centres de consommation, particulièrement de Libreville.

La croissance économique des vingt-cinq premières années de l'indépendance a permis une hausse constante du pouvoir d'achat des populations. La mise en place des infrastructures routières a permis l'intégration croissante des populations rurales dans l'économie de marché. En revanche, elle a favorisé la pénétration des produits alimentaires importés (céréales, conserves, etc.) dans les zones rurales. Cette évolution est à la base d'une profonde modification de la structure de la consommation et des modes de vie des ménages, aidée en cela par l'absence d'une politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle cohérente.

La libéralisation du commerce international, en abolissant les barrières douanières, a favorisé l'accélération de l'importation de denrées que les pays industrialisés produisent à des coûts relativement bas et qu'ils déversent dans les pays en développement à des prix subventionnés. Même les villages les plus enclavés sont touchés par le modèle de consommation extraverti incarné par la ville. Les céréales (riz, pain, pâte, etc.), la viande rouge et les produits laitiers ont tendance à prendre une part de plus en plus importante dans l'alimentation des Gabonais au détriment des amylacés et autres produits locaux.

Par exemple à Libreville en 1997, une analyse de la consommation par types de produits et origines des approvisionnements montrent que sur une consommation globale annuelle de 455 kg/personne/an, les productions nationales ne représentent que 41 % en tonnage dont 7 % pour l'Estuaire et 34 % pour les autres provinces. Par surcroît, Libreville et la province de l'Estuaire qui ne concentrent que 50 % de la population du Gabon absorbent environ 70 % des importations alimentaires du pays¹.

¹ MAEDR, Etudes préalables à la définition d'une politique d'aménagement et de développement de la Province de l'Estuaire, Paris BDPA, octobre 1997.

Tableau 17 : Importations de produits alimentaires

PRODUITS	1961	1970	1980	1990	1997
En tonnes					
Céréales	5 911	15 919	37 240	62 203	108 118
Tubercules et racines	745	854	1 522	1 804	1 290
Fruits	127	226	230	659	752
Produits maraîchers	849	1 492	6 214	5 416	8 569
Oléagineux	99	1 590	3 393	7 440	10 127
Viandes et assimilés	1 362	2 917	11 696	13 916	20 798
Produits laitiers	799	1 685	5 197	3 762	7 070
Produits halieutiques	2 400	1 912	7 733	6 197	7 171
Boissons	17 312	14 097	26 925	11 051	14 458
Total	29 604	40 692	100 150	112 448	178 353
En 1 000 dollars					
Céréales	886	1 987	16 939	32 477	47 336
Tubercules et racines	90	141	805	892	804
Fruits	83	122	442	710	828
Produits maraîchers	2 786	1 439	7 998	7 333	10 508
Oléagineux	67	734	4 679	4 188	6 849
Viandes et assimilés	1 301	1 915	25 554	20 158	29 744
Produits laitiers	441	953	10 605	5 968	11 655
Produits halieutiques	904	1 046	10 006	11 265	7 630
Boissons	2 646	3 252	24 722	9 820	16 231
Total	9204	11 589	101 750	92 811	131 585

Source : MAEDR/FAO, 1998.

Depuis 1961, la balance du commerce alimentaire est donc chroniquement déficitaire. Cette situation est en relation avec la formidable croissance des importations alimentaires, elle-même liée à la distorsion accrue entre la production agricole et les besoins alimentaires des populations urbaines. Alors que la population gabonaise a augmenté de 260 % de 1961 à 1997, les importations alimentaires ont été multipliées par 6 en tonnage et par 14,3 en valeur nominale (cf. tableau 18). La structure des importations alimentaires montre que les produits importés sont de nature très variée : il s'agit des produits pour lesquels les avantages comparatifs du Gabon sont faibles (céréales, viandes et assimilés, produits laitiers), des produits que l'agriculture gabonaise pourrait fournir (fruits et légumes, tubercules et racines, produits halieutiques) et biens agro-alimentaires (10 % environ du total).

Tableau 18 :
Coefficient d'évolution des importations alimentaires : 1997 par rapport à 1961

Produits	1997 par rapport à 1961	
	En quantité	En valeur
Céréales	18,3	53,4
Tubercules et racines	1,7	8,9
Fruits	5,9	10,0
Produits maraîchers	10,1	3,8
Oléagineux	102,3	102,2
Viandes et assimilés	15,3	22,9
Produits laitiers	8,8	26,4
Produits halieutiques	3,0	8,4
Boissons	0,8	6,1
Total	6,0	14,3

B. La problématique de la sécurité alimentaire au Gabon

L'agriculture gabonaise et l'industrie de la transformation des produits agricoles n'ont pas su s'adapter à la modification du régime alimentaire de la population. L'urbanisation accélérée, le niveau élevé des revenus et l'évolution des habitudes alimentaires liée à cette urbanisation se sont traduites par une progression considérable des disponibilités alimentaires notamment à partir des importations.

Cependant, de plus en plus de personnes souffrent de :

- sous-alimentation (ou sous-nutrition) en raison d'une insuffisance quantitative, la ration alimentaire est globalement déficitaire et il y a donc manque de calories.
- malnutrition en raison d'une insuffisance qualitative de leur alimentation. Leur ration alimentaire est mal équilibrée et il y a donc carence de certains éléments nutritionnels spécifiques.

La sous-alimentation et la malnutrition touchent encore une fraction non négligeable de la population gabonaise, particulièrement dans les villes (Banque mondiale, 1995). Les problèmes alimentaires concernent d'abord les populations à situation précaire. L'Enquête budget-consommation (EBC) menée en 1994 montre d'ailleurs que 9 % de la population de Libreville vivrait en dessous du seuil alimentaire minimum et que le tiers environ de la population de la capitale gabonaise est pauvre. Le niveau de consommation total de ce groupe est inférieur au niveau nécessaire pour obtenir seulement le minimum alimentaire. La couverture alimentaire des besoins de cette population est inférieure de 31 % aux normes préconisées par la FAO. Par contre hors des principaux centres urbains, les potentialités agro-écologiques permettent aux zones rurales de produire une gamme variée de cultures dont les surplus sont souvent perdus faute de commercialisation.

Une étude sommaire des relevés des registres tenus dans les centres de santé maternelle et infantile montre que 20 % environ des consultations concernent des personnes à risque de carence énergétique momentanée ou chronique et un nombre négligeable de cas d'obésité (moins de 1 %). L'étude fait apparaître également que 7 % environ des enfants naissent avec un petit poids. Au moins un quart des enfants est retardé en taille. Ce pourcentage diffère très sensiblement selon les écosystèmes. Avec environ 10 % de sujets en retard de croissance, les enfants d'âge préscolaire du Moyen Ogooué, de l'Estuaire et de la zone maritime de la Nyanga forment un écosystème particulier qui se détache nettement des autres zones rurales et se rapproche plutôt des zones urbaines au regard de la malnutrition chronique. En outre, 5 % environ des enfants souffre d'émaciation ; cette prévalence ne diffère pas significativement de celle des autres zones rurales du pays. Pour ce qui est de la corrélation poids/âge, selon la classification de Gomez, 1 % environ

des enfants des zones rurales souffre de marasme. Quant à l'insuffisance pondérale, elle touche 10 % environ des enfants reçus en consultations dans les centres de protection maternelle et infantile. En prenant comme indicateur le périmètre brachial, les données montrent que 4 % des enfants de plus de 12 mois consultés souffrent de malnutrition sévère contre environ 10 % pour la malnutrition marginale. En regroupant les données des centres de santé par région naturelle, on constate que la situation des enfants est sensiblement comparable. Cependant ils sont défavorisés par rapport aux enfants des zones urbaines importantes (A. Mianzenza, 1995).

Dans les zones rurales, trois causes principales expliquent la malnutrition. Certaines périodes de l'année l'offre des certains types de denrées alimentaires indispensables pour compléter le régime alimentaire, particulièrement les protéines animales, est insuffisante. En outre, la crise économique et la dévaluation du franc Cfa ont diminué le pouvoir d'achat de la population. Enfin, les tabous alimentaires qui sont prégnants dans les zones rurales.

En ce qui concerne la malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale des enfants, on rencontre plus d'enfants malnutris chez les agriculteurs que chez les chasseurs et les pêcheurs (APG, 1994). En effet, la chasse et la pêche donnent aux ménages qui la pratiquent un double avantage : du point de vue de l'alimentation, elle permet la consommation quotidienne de protéines animales ; du point de vue économique, ces produits peuvent être commercialisés à tout moment (frais ou fumé) en fonction des opportunités, ce qui génère des revenus monétaires très substantiels qui permettent aux familles d'avoir un modèle de consommation relativement plus varié que celui des ménages dont l'activité principale est l'agriculture.

En résumé, l'accès pour tous à une alimentation suffisante et correcte en quantité et en qualité est donc le centre du problème de la sécurité alimentaire au Gabon. Le potentiel agricole du Gabon apparaît pourtant considérable : la diversité agro-écologique du pays permet une variété de production agricole toute l'année. Mais, le développement de l'agriculture butte sur une série de contraintes locales voire internationales.